

03.10.2006 - 10:00 Uhr

Interpharma: Assurance-maladie - les électeurs veulent plus de marché

Préférences concernant le système de santé publique en Suisse

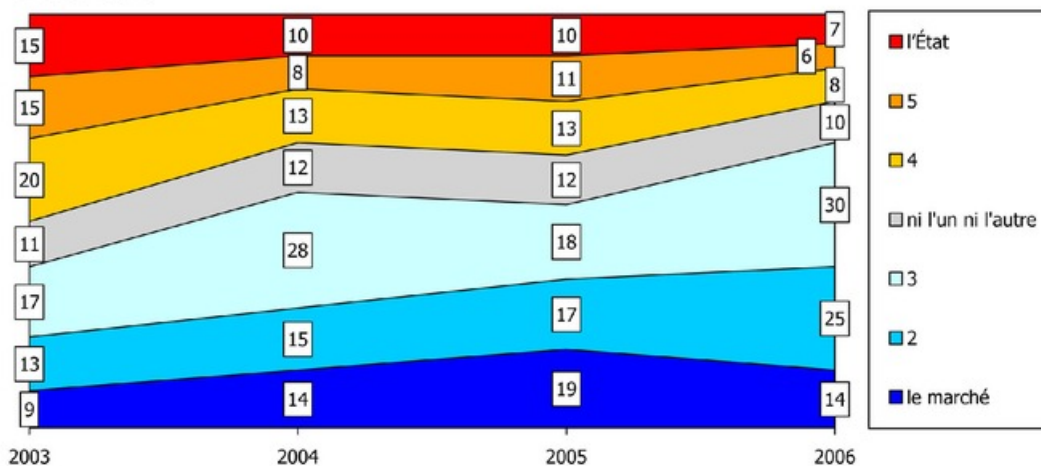
« Veuillez me dire quel système de santé publique vous souhaiteriez avoir en Suisse.

Si vous êtes d'accord avec la première partie de la proposition, sélectionnez 1 ou un chiffre proche de 1.

Si vous êtes d'accord avec la seconde partie de la proposition, sélectionnez 6 ou un chiffre proche de 6. »

« Souhaitez-vous avoir en Suisse un système de santé publique où le marché a plus d'influence que l'État ou bien où l'État a plus d'influence que le marché ? »

en % de votants



© gfs.berne, Moniteur de la santé 2006 (n = env. 1000 par sondage)

Bâle (ots) -

- Indication: Des graphiques peuvent être téléchargés sous:
<http://www.presseportal.ch/fr/story.htx?firmaid=100002276> -

Dix ans après l'introduction de la Loi fédérale sur l'Assurance-Maladie (LAMal), un changement se dessine dans la position des électeurs suisses. La tendance qui se consolide va vers plus de marché. Ceci se rapporte surtout au côté offre. Les électeurs se prononcent aussi ponctuellement pour plus de responsabilité individuelle, par exemple pour la médecine alternative proposée par des médecins ou autres professionnels de santé. Celle-ci jouit d'un large soutien, mais à condition qu'elle fasse l'objet d'une assurance complémentaire. En outre, une majorité croissante demande un système de bonus/malus. Des coupes radicales du côté des prestations sont toujours rejetées. Le Moniteur de la santé 2006, réalisé par gfs.berne sur mandat d'Interpharma, révèle les tendances actuelles des citoyens au niveau des questions de politique de la santé.

Tendance claire vers plus de marché

Dix ans après son introduction, la LAMal est considérée en 2006 de manière plus critique et son acceptation de 47% n'est plus majoritaire. Les valeurs de base telles que qualité et liberté de choix sont en revanche toujours placées très haut dans la liste des priorités des électeurs suisses. Cependant, une tendance claire se dessine dans le Moniteur de la santé actuel: 69% des électeurs se prononcent pour plus de marché. En 2005, ils étaient 54%. Si les offres de santé sont plus orientées vers l'économie de marché, les citoyens espèrent que les coûts seront atténués.

Acceptation ponctuelle croissante de la responsabilité individuelle

La revendication "plus de marché" n'aboutit pas (encore) à

demander de manière générale plus de responsabilité individuelle. Néanmoins, une majorité se prononce ponctuellement pour un renforcement de cette dernière. Ainsi la médecine alternative proposée par des médecins ou autres professionnels de santé jouit-elle d'une vaste acceptation dans la population. Mais une majorité croissante de 60% des électeurs veulent qu'elle soit couverte par une assurance complémentaire (en 2005, ils étaient 51%). 9% ne veulent de la médecine alternative ni dans l'assurance de base, ni dans l'assurance complémentaire. L'acceptation d'un système de bonus/malus a également augmenté à nouveau par rapport aux années précédentes: 76% des personnes interrogées disent l'approuver, soit plutôt, soit pleinement.

Aucune chance pour des coupes radicales dans la liberté de choix

Des coupes radicales dans la liberté de choix continuent à être largement rejetées par les électeurs, même si elles promettent des économies au niveau des coûts. Ceci est valable aussi bien de la liberté de choix de l'hôpital ou du médecin que d'une éventuelle limitation du catalogue des prestations. Seule une restriction de l'accès aux nouveaux traitements et médicaments est rejetée encore plus nettement, le refus d'une telle mesure étant passé de 54% en 2005 à 65% aujourd'hui. Ce large rejet correspond à la position vis-à-vis des limitations actuellement débattues pour le traitement du cancer: 100% des personnes interrogées sont d'avis que les médicaments anticancéreux doivent être accessibles à tous.

Les arguments pour et contre une caisse unique sont potentiellement majoritaires

Les avis sur l'initiative populaire "pour une caisse-maladie unique et sociale" ne sont pas encore clairs. Aussi bien les partisans que les opposants s'appuient sur des arguments susceptibles d'être majoritaires. Côté pour, les arguments d'une éventuelle réduction des coûts pour les caisses et les assurés, de la simplification du système grâce à une caisse unique et de l'amélioration de la transparence sont soutenus par une majorité. Cependant, l'orientation essentielle de l'initiative est controversée. Ainsi la majorité des personnes interrogées est-elle d'avis qu'une caisse unique ferait disparaître la concurrence qui oblige les caisses à améliorer en permanence leurs prestations. De même, une majorité approuve l'argument selon lequel des réformes sont nécessaires, mais doivent aller en direction d'incitations économiques, de plus de flexibilité et de plus de concurrence.

Soutien à un pôle scientifique et pharmaceutique fort

La signification économique du secteur pharmaceutique pour la Suisse continue à être tenue en haute estime. 93% la considèrent comme très importante ou relativement importante (en 2005: 86%). En comparaison des différents secteurs, le secteur pharmaceutique arrive en deuxième place, juste derrière les banques.

La base de données

Le "Moniteur de la santé 2006" repose sur une enquête réalisée auprès de 1203 citoyens à l'aide d'entretiens personnels d'environ 50 minutes, menés en allemand, en français et en italien. Pour l'analyse des tendances, on dispose désormais de données cumulées de quelque 10 960 entretiens réalisés depuis 1997.

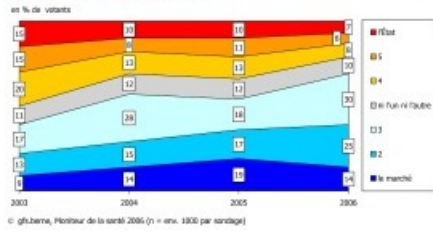
Contact:

Thomas B. Cueni
secrétaire général d'Interpharma
Tél. +41/61/264'34'00
Mobile +41/79/322'58'17
E-Mail: info@interpharma.ch

Medieninhalte

Préférences concernant le système de santé publique en Suisse

= Veuillez me dire quel système de santé publique vous souhaitez avoir en Suisse.
Si vous êtes d'accord avec la première partie de la proposition, sélectionnez 1 ou un chiffre proche de 1.
Si vous êtes d'accord avec la seconde partie de la proposition, sélectionnez 5 ou un chiffre proche de 5.
= Souhaitez-vous avoir en Suisse un système de santé publique où le marché a plus d'influence que l'Etat ou bien où l'Etat a plus d'influence que le marché ? =



Préférences concernant le système de santé publique en Suisse. Texte complémentaire par ots.
L'utilisation de cette image est pour des buts rédactionnels gratuite. Reproduction sous indication de source: "ogs/Interpharma"

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002276/100517013> abgerufen werden.